
**Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du
1^{er} avril 2025**

Rapporteur : Rinor METUSHI

PE 373 – 24.09 PRÉSERVER LA SANTÉ DES CHIENS À GENÈVE

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, excuse l'absence des pétitionnaires, qui ont indiqué qu'ils ne pourraient pas être présents à cette séance.

M. GRUNDER, Chef du Service de l'espace public (SEP), rappelle que les pétitionnaires demandent au Grand Conseil et aux communes genevoises que soit supprimé l'article 13 al. 1, litt. i du Règlement des chiens (M 3 45.01), dans lequel il est mentionné qu'ils ne sont pas admis sur les pelouses, massifs de fleurs et plantations des promenades, jardins et parcs publics. Le chapitre IV dudit règlement précise les accès interdits, autorisés sous conditions et libres (articles 13, 14, 15). M. GRUNDER indique que le règlement du Conseil administratif de la Ville de Vernier relatif aux places publiques, espaces verts et emplacements de jeux du 25 septembre 2012 (dernières modifications apportées en août 2024 pour se conformer au règlement cantonal) a la teneur suivante :

Article 10 Chiens et autres animaux domestiques

1. Les chiens sont acceptés dans les espaces publics selon les dispositions de la loi sur les chiens (LChiens ; M 3 45) et du règlement d'application de la loi sur les chiens (RChiens / M 3 45.01).
2. L'accès aux espaces publics par les animaux domestiques se fait sous la responsabilité des adultes auxquels ils sont confiés. Ces derniers sont responsables en cas de dommages ou d'accidents.

S'agissant de la communication de la Ville de Vernier, des informations essentielles pour les propriétaires de chiens se trouvent sur le site internet de la Commune via le lien : <https://www.vernier.ch/culture-sports-et-loisirs/loisirs/chiens> sous la rubrique « **Attitude générale** ». Y sont également mentionnés les espaces interdits aux chiens et les espaces de liberté dans lesquels les chiens peuvent être en liberté.

M. GRUNDER signale que la Police municipale, à l'instar de la Police cantonale, intervient lorsque des infractions sont dénoncées ou constatées. Le fait de ne pas tenir son chien en laisse est passible d'une amende de CHF 150.00. Ne pas ramasser les déjections constitue une infraction à l'article 21 de la loi sur les chiens et fait l'objet d'une dénonciation au Service des contraventions, lequel fixe un tarif. Selon les statistiques de la Police municipale (APM), sur les 12 derniers mois, il y a eu :

- 12 dénonciations pour des chiens non tenus en laisse
- 0 dénonciation pour déjections.

M. GRUNDER rappelle que les pétitionnaires se plaignent du fait que les chiens ne peuvent pas se promener librement dans les parcs publics. Or, la loi, les règlements cantonal et communal l'interdisent.

M. BUSCHBECK confirme que les propriétaires de chiens se comportant correctement ne sont pas inquiétés. Il fait remarquer que les infractions sont peu nombreuses. Il regrette toutefois l'incivilité de certains propriétaires et le manque de verbalisation pour les déjections canines qui sont difficilement contrôlables par les APM.

Après la présentation, une discussion entre les commissaires s'engage. Il en ressort que le Conseil municipal n'a pas la compétence de modifier la législation ; si la loi cantonale est corrigée, le règlement municipal sera adapté dans le même sens. Partant du fait que cette pétition a été adressée au Grand Conseil et aux Conseils municipaux des grandes communes, le Président (SOC) propose le classement de ladite pétition par notre Conseil.

AU VOTE :

La commission recommande le **CLASSEMENT DE LA PÉTITION PE 373 – 24.09 « Préserver la santé des chiens à Genève »** par 9 OUI (2 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 2 MCG, 1 PLR, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC) et 1 abstention (1 LE CENTRE- VERT'LIBÉRAUX).